

DECLARATION ET PRO- testation de Monseigneur le Prince de Condé :

3258

Presentée au Roy.

Ensemble les lettres par luy enuoyees à sa Majesté,
à la Roynesá mere, & à la Cour de
Parlement de Paris.

LETTRE DE MONSEIGNEUR LE
Prince de Condé.

AV ROY.

Dup.

SIRE,

Vostre Maieité aura appris par ma lettre du 27. du passé, les iustes raisons qui m'ont contraint de luy nommer ceux qui sont auteurs & cause des maux qui trauaillent vostre Estat, & de la supplier, comme ie fay encor tres humblement, de vouloir auant son partement donner vn ordre certain & asseuré à ses Conseils, pouruoir aux desordres qui vous ont esté cy deuant representez, tant par les remonitrances de vostre Cour de Parlement, que par les cahiers des Estats generaux, faire punir ceux qui le trouueront coupables, & rendre la iustice de l'assassinat commis en la personne du sieur de Prouille Sergent Maior de vostre ville d'Amiens, & de m'excuser si iusques à ce qu'il ait pleu à vostre Maieité pouruoir à ces choses, ie ne la pouuois accompagner en son voyage, à cause de son subit & precipité partement. Mais d'autant, SIRE, que ceux qui ont donné à vostre Maieité les conseils de rompre la conference & negociation de Monsieur de Villeroy, qu'elle auoir auparauant trouuee bonne, & iugee necessaire pour son seruice, & qui ont tousiours pris plaisir de rendre toutes mes actions odieuses & suspectes à vostre Maieité, quoy qu'il

ne s'y puisse remarquer que fidelité & integrité, luy pourrons sur ces occurrences deguiser ce qui est de mes intentions, calomnier mes actions à l'endroit de vostre Maiesté, & respan- dre leurs calomnies par tout vostre Royaume, mesmes par toute la Chrestienté. J'ay estimé, Sire, estre obligé pour l'int-erest que j'ay de garantir mon honneur & ma reputation, d'enuoyer à vostre Maiesté ceste declaration signée de ma main, en laquelle ie supplie tres-humblement vostre Maiesté de voir par son œil equitable mes actions & deportements passez, leurs causes & leurs effects, & les mauuais & pernicieux conseils des ennemis de vostre Estat, qui en esbralent les loix & les fondemens, pour le porter à sa ruine. Vostre Maiesté y recognoistra ma patience & mon obeïssance, leurs iniustes procedures, & entreprises qu'ils font tous les iours contre l'autorité de vostre Maiesté, laquelle ie supplie aussi tres-humblement trouuer bon que i'enuoye ladiète declaration à toutes vos Cours de Parlement, & autres corps notables de vostre Royaume, & à tous Princes & Estats vos alliez & cō-federez, à fin que chacun puisse cognoistre à quoy tendent mes actions, qui n'ont eu & n'auront iamais autre but que le but que le bien de vostre Estat, & la conseruation de vostre Couronne. Et sur ceste veritable protestation que i'en fay à vostre Maiesté, ie prie Dieu qu'il vous assiste de son Esprit, pour manier vostre sceptre en paix & tranquillité, vous inspirer de bons conseils, vous susciter de bons & fideles Conseillers, vous donner force, prudence & courage pour composer les mauuaises humeurs de ce Royaume, consolider ses playes & destourner les malheurs qui le menacent, & me rende si heureux que de pouuoir continuer à rendre toute ma vie à V. M. le tres-humble seruice, à quoy la nature & mon deuoir oblige,

SIRE,

*Vostre tres-humble & tres obeïssant subiect &
seruiteur HENRY DE BOURBON.*

De Coucy le 9.
Aoust. 1615.

A LA ROYNE.

MADAME,

La regence de cet Estat, dans le bas aage du Roy mon souverain seigneur, vous a conferué, & préparé en suite le pouvoir dans les affaires, mais les Ministres abusans de vostre bonté, innocente du mal preferas leurs desseins particuliers au bien de l'Estat, ont excité vne clameur publique, qui a ietté deuât vos yeux les remonstrances du Parlement, ouyes, leuës & imprimées, & toutes fois negligees par opiniastrerie, par desseins & sans raison. Les cahiers des Estats estouffés, contre la reigle ordinaire qui requiert verification dans les Parlemens, l'audace & la temerité d'aucuns desdits Ministres coupables des desordres de l'Estat, le mal croissant m'ôt fait quitter la Cour vn temps pour le dissimuler, esperant le reestablissement, sans me plaindre, le tesmoignant par mes mescontentemens, sans en esmouoir la France, laquelle estant en peril, ma naissance ma fidelité & mon courage m'obligent, pour me garentir de blasme, de vous en descourir la cause, que vostre Maieité seule peut arrester, & me plaindre de quelques lettres enuoyees sous l'authorité du Roy, dõt l'on abuse insolément par toutes les villes de son Royaume, ports defenses de m'en, ouvrir les portes, ce qui ne vient que de ceux qui se sentent coupables des maux qui ruinent l'Estat, & qui excitent la guerre, esperât dans la cōfusion se garétir du iuste chastimement qu'ils ont merité. Mais considerez s'il vous, Madame, qu'il n'est pas raisonnable que pour la demande que ie fay de leur iustification ou de leur condamnation, toute la France soit portee à sa ruine ineuitable. Vostre Maieité peut empescher ce malheur, faisant qu'ils soient remis à la iustice. Et lors ie ne manqueray de suivre le Roy par tout où il luy plaira me commander. Mais cependant cette action comblera vostre vie & vostre aage de benedictions. Prenés donc de bons conseils, Madame, quittés ceux du present, puis que par l'euenement ils se sont trouués pernicioeux: contentés vous des vostres, & de ceux que vostre bon naturel vous fournit, chassés tous ces Ministres coupables, & indignes des charges publiques, croyés celuy qui par nature, par affection & par deb-

voir a interest à la conseruation du Roy, à la vostre, & à celle del'Estat: Et le remede ne se pouuant trouuer par mes tres-humbles prieres & remonstrances, pour gaentir la France de sa ruine totale: excusez moy, Madame, si ie m'oppose au mal, gardant l'Obeissance au Roy, & le respect qui est deu à vostre Maiesté. l'enuoye au Roy la Declaration & iustification de mes actions passees, & de ce que j'auray à faire à l'aduenir, qu'il communiquera, ie m'assure, à vostre Maiesté, desirant demeurer,

MADAME,

Vostre tres humble & tres-obeissant seruiteur & subiect HENRY DE BOURBON.

A Messieurs de la Cour de Parlement.

MESSIEURS, Vostre établissement & possession dans la direction des affaires publiques du Royaume, vous obligent par le debuoir de vos charges, mes desseins estans bornez à la conseruation de cét Estat, aux anciennes maximes & libertez d'iceluy, de fortifier de vos conseils, deliberations & resolutions, l'esprit du Roy, & celuy de la Roynes, & guerir par chastiment le mal formé par les Ministres coupables, qui approchent leurs Majestez. Ce que le public espere de vous, fondé sur les actions genereuses & vertueuses de vos predecesseurs, & les vostres. Vous avez recogneu le mal de la France, vous l'avez touché, vous m'avez iustement réueillé dans mon courage & ma naissance: ma patience pendant huit mois dans les desordres du public, tesmoignant un mescontentement perpetuel, iustifie mes actions, & le respect que j'ay porté à la Roynes dans son courroux excité par les Ministres. Ma qualité m'oblige d'aller au deuant du mal, & le couper, ferme toutesfois dans les resolutions de suiure vos bons conseils, & y deferer comme estans les bons & fideles seruiteurs du Roy & de l'Estat, sans interests particuliers, avec protestation de perdre plustost la vie, estant ce que ie suis à la France & au Roy, que de suruiure à son malheur & affoiblissement de la Couronne. Je say cognoistre par mon escrit, fortifiant vos Remonstrances, le mal & les desordres du Royaume, pour le rendre plus prompt à la guerison. Continuez donc en vos genereuses resolutions, & ne permettez que pendant le bas aage de la Majesté, les Ministres de l'Estat pour contenter leur ambition, se seruans du nom du Roy pour autoriser leur gouuernement, perdent & diuisent ceste Monarchie, oppriment les bons & fideles seruiteurs du Roy, ruinent les anciennes maximes & loix fondamentales del'Estat, pour la conseruation desquelles vous avez esté établis; les peuples vous en accuseront si vous y manquez, & vous en serez responsables enuers Dieu & le Roy, lors qu'il aura pris cognoissance de ses affaires. Ioignez vos desseins avec les miens qui ne tendent qu'au bien public, sans aucun interest particulier: ainsi ie vous le iure & proteste, vous suppliant de le croire.

DECLARATION DE MONSIEUR LE PRINCE DE CONDE.

Presentee au Roy.

CHacun sçait que Monseigneur le Prince, desia plusieurs fois, a fait entendre au Roy & à la Roynne sa mere les grands maux & desordres qui trauaillent ce Royaume, & qui multipliez par le temps s'aduancent plus que iamais pour le porter à la ruine, si par la prudence de leurs Majestez il n'y est bien tost pourueu. Ce fut l'an passé le sujet de ses tres-humbles remonstrances, lesquelles il presenta à la Roynne Regente, par l'aduis de bon nombre de Princes, Officiers de la Couronne, Seigneurs & Gentilshommes, dont il estoit assisté. Mais dès lors les mauuais Conseillers, que les ennemis du repos & tranquillité de la France tiennent à gages pres de leur Ma^{est}ez, au lieu de faire profit de ces aduis, conuertissans cét aliment en poison, firent du remede l'entretienement de la maladie, & voyans que par ce moyen leurs mauuais desseins seroient recogneus & leurs projets rendus inutiles, cuidans couvrir leurs fautes, & esloigner d'eux le blasme & reproche qu'ils ne pouuoient euer, ils eurent recours aux artifices dont, en tous siecles se sont seruis ceux qui coniurent à la ruine de ce Royaume y ont à ceste fin entretenu le desordre & la confusion. Car comme les maux estoient sans nombre, aussi ne pouuoient-ils faire que la doleance publique ne vint frapper l'oreille du Roy & de la Roynne sa mere, & n'émeust leurs compassions au soulagement du pauvre peuple, & leur iuste vengeance contre les auteurs de ceste generale dissipation. Pour destourner ce coup qui alloit tomber sur leurs testes & ruiner leurs desseins, ils s'armerent d'audace & d'impudence, qui est le dernier refuge de tous les meschans, & osèrent calomnier les plus saines intentions dudit Seigneur Prince, & de tous ceux qui estoient ioincts avec luy, afin que ayans preuenu la liberté du iugement de leurs Majestez, par vne mauuaise impression contre leurs personnes, toutes leurs actions leur fussent suspectes & odieuses. En quoy la trop

grande credulité de la Royné fauorisa grandement leurs des-
seins. Car luy ayans fait entendre que la reformation qu'on
demâdoit en l'Estat, n'estoit qu'un pretexte pour luy en oster
le gouuernement, que les plaintes publiques, qui sont les ge-
mitemens, comme les derniers soupirs de tant de milliers
d'hommes, estoient la voix d'un peuple mutin & rebelle, ama-
teur de nouveauté, & desireux de troubles domestiques : tel-
les impostures ayans jetté la déance dans l'esprit de sa Ma-
jesté, elle se laissa facilement emporter à la force de leurs per-
suasions, & ferma l'oreille à ces Remonstrances, qui eurent
un effet du tout contraire à l'intention dudit Seigneur Prince
& aux vœux de tous les gens de bien. Car prenant de la gau-
che ce qu'il baillon de la droite, au lieu de Justice qu'il de-
mandoit, on parla de l'opprimer par les armes & forces du
Roy, on dressa à cette fin de nouveaux regimens, on fit des
leues de suisses, on assembla des troupes en corps d'armée,
on tira du tresor de la Bastille l'argét que le feu Roy y auoit
mis pour la necessité & le salut public, afin de l'employer, cō-
tre son propre sang, contre les plus fidelles seruiteurs, par ce
qu'ils auoient osé ouurir la bouche pour parler, des miseres &
calamitez publiques, & de la reformation des desordres de
l'Estat.

Mais telles procedures contre des personnes suppliantes,
innocentes & desarmées ayans esté publiquement detestées,
il se trouua encor quelques gens de bien pres de leurs Maie-
stez, qui arresterent l'execution d'un si pernicieux conseil. Et
lors on proposa vne conference, laquelle commencée à Sois-
sons, concludë à sainte Manchould par vne belle resolution
d'assembler les Estats generaux, qui est l'ancien & plus salu-
taire remede des playes domestiques de ce Royaume, faisoit
esperer qu'en ceste assemblée se pourroient trouuer des
moyens pour remedier aux maux de cest Estat & le remettre
en son ancienne dignité & splendeur. Chacun s'en promet-
toit un heureux succez & tout autre que l'issuë n'a fait paroî-
stre, les remedes qu'on y a appliquez s'estans rendus plus
propres à nourrir & entretenir le mal qu'à l'esteindre, comme
souuent vne mesme cause produit un effect tout contraire à
soy mesme. Aussi de bonne heure ceux qui scauent iuger des
effects par les causes & par coniectures de l'aduenir preuo-
la suite des affaires, recogneurent bien tost que le fruit n'e-
seroit tel qu'on l'auoit esperé, & que le train qu'on leur faisoit
prendre, en rendroit le succez moins fauorable. Car dès l'en-
trée ceux que l'ambition, l'auarice, & autres particuliers in-

rests portoit à d'autres desseins, & qui impatiens du repos & prosperité de la France, sçauoient tres-bien n'y pouuoir paruenir que par la confusion, ruine & destruction de cet Estat, craignans que les Estats n'en arrestassent le cours, & leur fissent rendre compte de leur mauuaise administration, ne pouuans se représenter vne telle assemblée qu'avec l'apprehension des peines qu'ils meritent, n'ont obmis pratique ou artifice quelconque pour l'eluder & rendre inutile, Et pour en troubler la conuocation, ils suscitèrent la mutinerie de Poictiers, où Monseigneur le Prince s'estant acheminé, avec quelques vns de ses domestiques, pour demander raison d'une intolence commise en son endroit, par l'outrage fait à vn des siens, ils exciterent par leurs emissaires vn nombre d'habitans, qu'ils cognoissoient bien entendus à promouuoir des seditions, lesquels remplirent la ville de frayeur & de vacarme, comme si les ennemis eussent esté à leurs portes. Dequoy ledit seigneur Prince s'estant plaint à la Royne, & demandé iustice de ceste procedure si seditieuse & si intolente, ces mauuais Conseillers, gagnerent aussi tost l'oreille de sa Maiesté, la remplirent de calomnies & de fausses impressions, comme s'il eust voulu se saisir de la ville de Poictiers. Chose ridicule qu'un Prince desarmé soubz la foy publique d'un traicté, accompagné seulement d'un petit nombre de ses domestiques, aye voulu executer vn si grand dessein, & s'emparer d'une ville de telle importance, au milieu du Royaume, luy qui estant armé ne l'a pas entrepris sur des places de plus libre accez & beaucoup plus faciles à garder, Mais ils auoient opinion qu'il vouldroit poursuiure la vengeance de ceste offence, tant eux mesmes la croyoient iuste, & que la reparation iluy en estant deniée, ainsi qu'elle a esté iulques à present, cela le porteroit à quelque extrémité, & qu'ainsi ils romproient la conuocation des Estats par le trouble.

Toutesfois ledit Seigneur Prince, pour le bien du Royaume, s'estant cōtenu en repos & dissimulé cette iniure, se voyas sans excuse de tenir les Estats, ils prirent resolution de les dresser, & faire reüssir en sorte, que les iustes plaintes de subiects du Roy y fussent supprimees, les entreprises & trahisons contre l'Estat dissimulees. l'impunité des crimes fauorisee, le desordre & la confusion establie, toute sorte de maux autorisez pour le passé, prouignez pour l'aduenir, & le nom d'Estats à iamais odieux & abominable aux François. Pour cét effect ils firent des menées dans toutes les prouinces, afin de faire asseoir des Deputez à leur poste, n'ayant fait appeller aux

conuocations particulieres que ceux que bon leur a semblé faïsans donner des pensions aux vns, des promesses aux autres, employans audacieusement à telles corruptions le nom du Roy & de la Roïne sa mère, iusques à faire retracter l'election de plusieurs, disans qu'ils n'estoient pas agreables à leurs Majestez. En quelques endroits ceux de leur faction se sont deputez eux-mêmes, ayans employé à force ouuerte ce qu'ils ne pouuoient esperer par les formes legitimes & ordinaires. Bref, la liberté de l'election y a esté entièrement opprimée par monopoles, corruptions, menaces & violences, & ont esté les Estats composez de personnes depurees par telles voyes. On ne s'est pas contenté de cela, on a enuoyé par les prouinces des memoires de ce qu'on vouloit estre mis dans les cahiers, lesquels en beaucoup de lieux, voire quasi par tout ont esté dressez sans les communiquer aux corps des villes & communaultés tant de la Noblesse que du peuple: de sorte qu'il se peut dire avec verité que ceste assemblee n'auoit des Estats autre chose que le nom. Le peuple en a crié, & s'en plaint encore par tout publiquement: mais ceux qui profitent de sa misere, & moissonnent ses calamitez, scauent par trop d'experience qu'ils en ont, que telles plaintes vieillissent incessamment, & se perdent, & se promettent que toutes sortes de maux seront toujours supportables par accoustumance. Aussi le peuple n'a encor senty aucun soulagement de ces Estats, n'en a peu conceuoir aucune bonne esperance, ny recogneu autre chose qu'infinités presages d'une plus grande calamité.

Le Tiers Estat qui estoit la plus saine partie de l'assemblee, auoit voulu selon l'affection qu'il porte au Roy, pouruoir à la seurété de sa personne, par vn remede iugé conuenable par tous les gens de bien. Aussi tost se sont esleuez des gens si peu affectionnez, si desloyaux, & si infideles à leur Roy, si ingrats à leur patrie, qui ont fait la vie des Rois estre le iujet d'une questiō problematique, & matiere de discorde dās les Estats. Là dessus on a donné vn arrest au Conseil du Roy, par lequel on a imposé silence aux vns & aux autres, comme si la seurété de la vie des Rois estoit vne proposition scrupuleuse, ou vn affaire qui ne fust pas digne d'estmouuoir de la dissention. Cependāt on a semé parmy le peuple des libelles, qui font dépendre la personne & les Estats des Rois d'une autre puissance, & leur vie de la fureur des assassins, qui voudront les tenir pour Tyrans, selon l'opinion ou le commandement qu'ils en pourrout auoir. Et ce qui est bien honteux en vn Estat tel que la

France, ces livres s'impriment & se vendent publiquement, & les réponses qui se font par les bons subiets à telles impietez n'ont cette mesme licence, & ne se publient qu'avec danger. Et si par vn tel silence, ou pour mieux dire par vn lâche preuarication, on a consenty à l'establissement d'vn mal si dangereux contre les sacrées personnes des Roys, iusques à faire rayer des cahiers des Estats l'article qui portoit la recherche du detestable parricide commis en la personne du feu Roy de tres-heureuse memoire, dont la playe encore toute sanglante crie vengeance deuant la iustice de Dieu cõtre les perfides auteurs de sa mort, que peut croire le peuple qu'il y ait plus d'affection à faire cesser les maux qui le tourmentent, & qui pourront encores naistre pour sa dernière desolation?

On a veu le Marechal d'Ancre, que la faueur seule, non le merite, l'extraction, ny les seruices rendus à la France, a introduict es premieres charges & plus importants gouuernemens de l'Estat cõtre les loix du Royaume, faire attenter audacieusement, à la face des Estats, des assassinats contre la Noblesse Françoisse avec telle impunité que les plaintes ont esté tenuës pour crimes, & le ressentiment d'vne si iuste douleur estouffé par la faueur d'vne puissance absoluë, & par les menaces d'vne dernière violence (ce qui a depuis peu de iours donné l'audace à vn soldat Italien de la citadelle d'Amiës d'assassiner publiquement le sieur de Prouuille Sergent Major de ceste ville frontiere, sans que iusques icy la iustice en ait esté faite.) Et en mesme temps des poursuites, rigoureuses contre les Gentilshommes François, pour des causes legeres & de petite consequence, pour l'estre ressentis de la perfidie & trahison domestique de quelques seruiteurs infideles, mises neantmoins au plus haut degre d'offense, d'autant qu'ils affectionnoient le seruice dudit Seigneur Prince, & qu'il en prenoit la protectiõ. On a veu arriner dans la ville capitale du Royaume des personnes detestables appellees de toutes les parties de l'Europe, sous diuers pretextes, auoir faueur en Cour, & entree en plusieurs grandes maisons, mais particulieremēt dudit Marechal, Iuifs, Magiciens, empoisonneurs, assassins, par le ministere desquels on a dressé plusieurs projets contre la vie dudit Seigneur Prince, & de Monsieur le Duc de Longueuille, & d'autres Princes & Seigneurs, qui comme luy affectionnent le seruice du Roy, & l'Estat, & sont ennemis du desordre & de la confusion.

On a veu en ce mesme temps receuoir toutes sortes d'aduis & inuentions, pour leuer deniers sur le peuple, trente cinq ou

quarante Edicts sceillez pour cét effect: Mais ces deniers, non plus que ceux qui procederont de la nouvelle reuente des greffes & autres domaines, qui par le bon mesnage du feu Roy s'en alloient dans peu de temps desengagerz, ne sont pas destinez pour entrer es coffres du Roy, ny pour uoir aux necessitez publiques de l'Estat, mais pour assouuir l'auarice insatiable du Marechal d'Ancre, qui est telle, qu'il se verifera que depuis la mort du feu Roy par diuers moyens, & par suppositions de noms empruntez pour faciliter le verifiatiō des dons, il a tiré de deniers clairs plus de six millions de liures.

On a veu aussi les efforts qu'il a faits cy deuant pour arracher des mains dudit sieur Duc de Longueuille le gouuernement de Picardie, l'vn des plus importants du Royaume, luy faisant proposer des recompenses excessiues de deniers, & par vn exemple honteux mettre à prix d'argent ce qui a esté donné pour recompense à la vertu & fidelité de ses predecesseurs. Ce que n'ayant peu obtenir, on a veu depuis peu de iours la violence que sous le nom du Roy, il a fait faire dans Amiens, afin de s'y rendre le plus fort, pour obliger sa Maiesté à redoubter sa puissance, & supporter ses actions & deportemens, par la crainte de perdre vne place si importante, quand il luy prendra fantasie de se soustraire de son obeissance, chose qui arrive facilement à des personnes de sa condition, qui n'ont aucune affection naturelle ny interest à la conseruation de l'Estat.

On a veu & voit-on encores tous les iours à la honte de la France, cét estranger avec ses supposts, estre la porte des honneurs & des charges publiques, disposer des benefices, & des gouuernemens, distribuer les pensions, estre arbitres & dispenseurs de routes les graces, iusques à donner la vie ou la mort aux subiects du Roy, selon qu'il leur plaist en faire accorder ou refuser les remissiōs. Ainsi aux despens de sa Maiesté, & au grand preiudice de son seruice, ils ont fait nombre de creatures, & en pourront encores faire dauantage, quand apres l'extinction du droit annuel qu'ils ont ardemment poursuiue, ils auront tout pouuoir de disposer des offices, tant hant par telles voyes illegitimes, en la foiblesse de l'aage du Roy, luy desrober l'affection de ses subiects, faisans dependre d'eux & de leur faueur tout le bien qu'ils en peuuent esperer, cependāt que sa Maiesté demeure chargée de l'enuie du ioug insupportable qu'ils ont imposé sur son peuple, qui est le chemin des plus hautes entreprises & vn tesmoignage asseuré que leurs desseins ne sont pas petits, quand ils ne gaigneroient autre

chose qu'une assez forte puissance pour se rendre formidables au Roy, & se maintenir contre sa justice, laquelle ils redoubtent plus que chose du monde.

Ces choses, & grand nombre d'autres semblables, entreprises avec hardiesse, & attentees avec toute impunité, ont fierement paru à la face de ces Estats, auxquels n'estant resté que le nom de leur ancienne dignité, il n'a pas esté loisible d'y rien proposer sans le consentement de ceux qui sont auteurs des desordres, dont on avoit à demander la reformation, & si quelque gens de bien non souillees de corruption, & d'as le cœur desquels estoit encor reservee quelque vive estincelle de la vertu de nos ancestres, ont tressailly de douleur en leurs courages, & ietté les derniers sanglots de la liberté mourante, le grand nombre, les menaces & le nom du Roy, qu'on employe indignement pour authentifier le mal, & renverser les bons conseils, ont tousiours imposé silence, & estouffé par ce moyen si peu de bien que l'on pouvoit esperer de cette assemblée, en laquelle ledit Seigneur Prince ayant resolu d'aller pour exhorter vn chacun de déposer tous interrests, & ne se porter qu'aux affections qui ont pour but le vray service du Roy, & le soulagement de son peuple, pour s'exposer soy-mesme le premier à la censure des Estats, & refuseiller leur fidelité & leur diligence à faire tout deuoir de mettre en évidence les causes & les auteurs de tant de miseres, proposer les remedes, & supplier le Roy de faire punir les coupables, ces infideles & desloyaux Cōseillers employerēt encor le nom de sa Maieité pour servir de rempart à leurs meschancetés, & furent bien si audacieux de luy faire dire que le Roy luy defendoit d'aller aux Estats, & firent en sorte par le monopole de leurs partisans & pensionnaires, que s'il s'y fust présenté, il n'y eust esté receu avec l'honneur qui luy est deu, & au rang qu'il tient en ce Royaume.

Et bien que ledit Seigneur Prince se fust abstenu de l'entree desdits Estats, & qu'on ne luy peut imputer aucune faute, sinon que sa trop ardente affection au service du Roy & au bien de son Estat, luy tourne à mal-heur & à crime, & donne prise à la calomnie. On ne laissa pas neantmoins de tenir la nuit des conseils secrets, composez de trois ou quatre personnes de peu de valeur, ou fut délibéré dese saisir de la personne dudit Seigneur Prince & d'autres Princes, Officiers de la Couronne & Seigneurs, qui ne peurent non plus que luy voir la Maieité de leur Roy si miserablemēt foulee aux pieds, ny supporter vne si honteuse & si licentieuse profanation de

toutes choses. Et pource que le peuple n'eust peu estre persuadé que telles violences eussent esté cōmandees par le Roy, il fut aussi conclud dans les mesmes conseils de desarmer les Parisiens, de changer les Capitaines des quartiers, d'oster les chaînes des rues pour diminuer la force de la ville, & d'y mettre les Suisses & autres gens de guerres : l'audace de tels Conseillers estant montee si haut que de croire toutes choses faisables & faciles pour l'execution de leurs pernicieux desfeins.

Or comme ces Estats n'ont apporté aucun fruit, sinon des pensios & coadiutories à plusieurs Deputez de cōscience venale, mais au pauvre peuple redoublement de miseres & d'apprehensions. La Cour de Parlement de Paris, qui en diuers temps a rendu tant de tesmoignages de sa fidelité pour la conseruation de cette couronne, qui veille continuellemēt pour le seruice du Roy, & a tousiours si vtilement adressé ses conseils au bien de l'Estat, auroit par arrest du 18^e du mois de Mars dernier arresté, sous le bon plaisir de sa Maieité, que les Princes, Ducs, Pairs & autres Officiers de la Couronne, qui ont seance & voix deliberatiue en la Cour, seroient inuitez de s'y trouuer, pour aduiser sur les propositions qui seroient faites pour le seruice du Roy, soulagement de ses subiects & bien de son Estat.

Mais ceux qui n'ont establisement que par le desordre & la confusion, estimans que toute poursuite de reformation tend à les perdre, tascherent aussi tost de persuader à sa Maieité que le Parlement auoit entrepris sur son autorité, & par diuers artifices luy rendre les droictes intentions de ceste compagnie suspectes, iusques à l'esmouuoir a des paroles d'indignation. Surquoy le Parlement ayant dressé ses remonstrances en termes humbles & respectueux, selon la prudence singuliere de cette compagnie, & icelles portees & presentees au Roy avec toute la reuerence qu'il se pouuoit desirer, sa Maieité auroit entendu par la lecture d'icelles ce que son Parlement auoit iugé estre de son seruice, & du bien vniuersel de son Estat, luy ayant représenté les causes du mal qui l'afflige, & fait assez recognoistre ceux qui en sont les auteurs & la cause. Cela faisoit esperer à vn chacun de voir bien tost vne grande reformation, vn bon ordre aux affaires, & des exemples de iustice en la punition des coupables. Mais ceux-là mesmes qui par leurs deportemens ont donné subiect à ces remonstrances, & qui y sont assez designez, au lieu de se iustifier ou se contenir en quelque modestie, tousiours bien scante

à des accusez, abusans de plus en plus de l'autorité du Roy, se sont portez à vne derniere action la plus outrageuse à l'honneur de sa Maiesté, & la plus profane à l'endroit de sa iustice, qui puisse tomber en l'imagination des hommes, ayans entrepris, aux coupables, accusez par la clameur publique, & notoirement conuaincus des cas mentionnez esdictes remonstrances, de complotter par arrest qu'ils disent estre du Conseil du Roy, & toutesfois dressé & resolu contre l'aduis de la plus part des anciens Conseillers de sa Maiesté, qui ont la voir de tous les gens de bien, pour tesmoignage de leur fidelité & affection à son service & au bien de son Estat; par lequel arrest ils declarent le Parlement incompetent de représenter au Roy les maux & les desordres qui vont tous les iours multiplians à la foule de ses subiects, & à la ruine de son Estat, prononcent calomnieuses ces remonstrances, les appellent entreprises & desobeissance enuers sa Maiesté, & ordonnent que pour en esteindre la memoire, elle seront biffées, & ostées des registres de la Cour, & le Greffier tenu de les rapporter à sa Maiesté, à peine de priuation de sa charge.

En quoy ils font assez cognoistre qu'ils n'ont autre but que d'estouffer la verité par les chiquanneries, dont ont accoustumé de se servir le plus miserables, pour euitier la punition & le chastiment de leurs malefices. C'est l'ordinaire des meschans garnimens, quand ils sont accusez, de proposer incompetences, prendre les iuges à partie, & faire mille incidens pour employer le temps à autres choses qu'à la cognoissance de leurs crimes, qui par ce moyen demeurent souuent impunis. Chose estrange qu'il ne soit loisible à ceux qui souffrent de se plaindre, & rechercher les remedes pour leur soulagement, cela ne se peut appeller autrement qu'une violence faicte à la nature, qui a des sa naissance inspiré ces affections à tous les animaux pour leur propre conseruation. Ceste compagnie de peu de personnes, qui se dit le Conseil du Roy, reçoit tous les iours sous le nom de sa Majesté toutes sortes de propositions, qui vont à la foule du peuple, & à la dissipation de l'Estat, & n'y a rien de plus cōmun que les Arrests pour le droit d'aduis de ceux qui sont auteurs de telles inuentions, condamnées par plusieurs ordonnances de nos Rois, qui veulent que telles gens soient chastiez, comme perturbateurs de la tranquillité publique. Et quand le Parlement en a representé le desordre, a voulu proposer ce qu'il a iugé estre du bien du service du Roy, & du soulagement de son peuple, ce mesme Conseil abusant trop indi-

gnement de l'autorité de sa Majesté, en la foiblesse de son aage, luy a fait resister avec parolles d'indignation ce qui parloit de cette compagnie venerable, comme si elle ne meritoit la faueur de son oreille, ou du moins le mesme traitement que recoiuent les moindres & plus contemptibles personnes d'entre le peuple. Mais il ne faut trouuer estrange, si ceux, qui ont violé toutes les loix, & renuersé tout ordre de iustice, s'efforcent d'abbatre l'autorité du Parlement, estant la chose du mode qui leur est la plus contraire, qui fait plus trembler leurs consciences vlcerées de leurs meschancetés, & contre laquelle ils croyent auoir vn iour besoin d'alleguer incompetence, dont ils cherchent par tout les moyens : ayans desia pour cét effet, tiré quelques pieces des Registres du grád Conseil, afin que releuez par dessus toute autre puissance, ils soient ieuls iuges de toutes leurs actions, se puissent iustifier eux mesmes, & prononcer calomnieuses toutes plaintes, cōme ils ont fait les Remonstrances du Parlement. Et si l'aage du Roy ne luy permet pas d'appercevoir les dangers qui l'environnent, & que tout accez à sa personne estant fermé à ceux qui l'en pourroient aduertir, il ne reste plus que les plaintes publiques du peuple, lesquelles touchans en particulier plusieurs Conseillers & principaux ministres du gouvernement, il n'y a lieu au monde où elles puissent estre examinees qu'au Parlement, par l'aduis des Princes, Ducs, Pairs, & autres grands Seigneurs de ce Royaume. Car si les plaintes sont iustes, d'où pourroit proceder vn remede plus salutaire que celuy qui seroit concerté par vne si grande & si prudente compagnie? si elles sont fausses, où est-ce que les accusez pourroient iamais trouuer vne plus glorieuse iustification, & vn plus honorable témoignage de leur innocēce? Mais telles esprouues, dignes de plus grands courages & de consciences plus aiseurées, ne peuent estre qu'espouuentables à ceux qui interieurement tourmentez du sentiment de leurs crimes, ont desia mille bourreaux en leurs ames, & vne iuste apprehension des supplices qu'ils ont meritez.

Pour certe cause ils ont cassé ce tant necessaire Arrest du Parlement, & s'efforcent de faire supprimer ses Remonstrances, afin que le temps & leurs artifices ayans fait perir les preuues, il ne reste plus aucune memoire de si importantes accusations, & que le Roy venu avec les ans à la vraye cognoissance des maux qui affligeront son Estat, ne puisse iamais remonter iusques à leur source, ny prendre vengeance d'vne si malheureuse & desloyale administration. C'est à ce mesme dessein

qu'ils font precipiter l'execution du mariage du Roy , & en pressent l'accomplissement avec tant d'ardeur, pour l'acquiescer les bonnes grâces de la Roynie future , afin que sa faueur & protection leur soit à iamais vn asyle de toute seurété, contre la haine vniuerselle du peuple , & la malediction de toute la France, qu'ils ont attirée sur eux par leurs violens & pernicious conseils.

Et qui pourroit souffrir plus long temps de tels Conseillers, quatre ou cinq personnes venuës de rien, vsurper toute la puissance du Royaume, prendre insolemment l'autorité d'ordonner & changer toutes choses à leur poste , renuerſer les loix & toute ordre de iustice, deprimer & échaffauder les Parlemens, tenir le pied sur la gorge à tous les gens de bien, à tous les vrais François & fideles seruiteurs du Roy, & se jouier ainsi licentieusement de la fortune de ce grand Empire : Qui souffriroit de voir le Roy exposé comme il est au mépris & à l'irreuerence, toute la Cour estant auourd'huy à la suite de ceux qui peuvent faire donner des pensiōs, des benefices, des charges & gouuernemens, qu'on face violence à la porte du Louure, en la Chambre du Roy, en sa presence?

Voila les maux & desordres publics, dont iusques à présent Monseigneur le Prince a demandé la reformation, lesquels plusieurs ont mieux aimé voir que preuoir, les sentir iusques au vif que les croire, ostant toute autorité & pouuoir de les destourner à ceux qui ont esté assez prudens & clairuoyans pour les predire, auant qu'ils eussent fait vn si grand progresz, & fussent paruenus à tel excez qu'à peine peut-on supporter le mal, ny en souffrir le remede.

Oltre ce que dessus, chacun ſçait le mépris qu'on a fait, depuis les alliances d'Espagne, des Princes estrangers, des voisins, & anciens amis & alliciez de ceste Couronne, & les grands aduantages que l'Espagnol en diuers endroits a pris sur eux, par la conniueſce & preuarication de ces infidelles Conseillers, teimoing la prise de la ville d'Aix, de Vuesel, & de tant d'autres places occupees & iniustement detenuës iusques à present, par le Marquis Spinola, dans les pays de Cleues & de Suilliers, où il eust fait de plus grands progresz s'il n'en eust esté empesché par les armes de Messieurs les Estats, à qui le public a ceste obligation. Et l'execution du traité de Zanten dont la memoire est presque perdue, pour auoir esté tant de fois interrompue & negligee, & maintenant entierement delaissee, fait assez voir, au grand mépris de l'autorité du Roy, que cela se fait pour favoriser les desseins de l'Espagnol, & pou

& pour luy donner loisir d'affermir son vsurpation sur nos anciens amis & alliez. Chacun ſçait zuffi les procédures honteufes & peu conuenables à la reputation de la France, dont on a vſé enuers le Duc de Sauoye pour laiffer opprimer & mettre ſes Eſtats en proye à l'Eſpagnol, au notable preiudice de ceſte Couronne. Cela leur donne des iuſtes deſiances, comme ſi la puiſſance d'Eſpagne, fortifiee de celle de France, tendoit à l'Empire de toute l'Europe, & ne preſſoit l'accompliſſement du mariage du Roy que pour ce deſſein. Ils ſçauent que ceſte alliance n'eſt pas ſeulement de perſonnes, mais auſſi de conſeils: Ils voyent que le Roy va meſler ſes affaires avec vn Prince qui eſt en ſa pleine vigueur, luy va ouurir l'entree en toutes les parties de ſon Royaume, communiquer tous ſes conſeils & receuoir les ſiens pour le gouuernement de ſon Eſtat, & n'ignorent point que la Roynie ſon eſpouſe aura ſes affectionſ, ſes fauorits, ſes deſſeins, qu'elle aura bien le pouuoir d'introduire des Eſpagnols aux plus grandes charges, & aux gouuernemens des plus importantes, auſſi bien que depuis la mort du feu Roy nous y auons veu introduire des Italiens. Que ſi ceſte puiſſance s'eſtablit vne fois, comme il ſera mal ayſé de l'empêcher, cet Eſtat prendra vne autre face, par le changement qui ſ'y fera de toutes choſee. Ils ſont en alarme & pour eux & pour nous du ſubit parlement du Roy, de voir que ſans neceſſité, au mauuais eſtat où ſont les affaires du Royaume au dedans, on aille encores, en vn aage ſi tendre faire vn effort à la nature, & hazarder la ſanté de ſa perſonne par l'accompliſſement de ce mariage, qui ſe pourroit differer à vn autre temps, pour euites les dangereux inconueniens que cette precipitation en fait craindre de toutes parts, dont la calamité eſt deſia cogneüe à tous, les remedes à peu, & la façon de les appliquer preſque à perſonne. Cependant le Roy croiſt de plus en plus avec l'aage, en force de corps & d'eſprit, les affaires pourroient eſtre en meilleur eſtat, les ſubjets plus cōtens, ſes voiſins & alliez plus aſſeurez, & toutes choſes avec ſa perſonne plus diſpoſees au mariage. Il ne dependroit plus de l'ambition, de l'auarice ny de toutes les peruerſes affectiōs d'autres hommes. Il ſeroit luy-meſme arbitre de ſes volōtez, tiendrait les reſnes de ſon Empire, n'appelleroit aux charges que les plus affectionnez à ſon ſeruice, aux gouuernemēs que les plus fideles, à ſon Conſeil que les plus gens de bien. Il ſeroit prudent pour oſter le mal du milieu de ſon peuple, fort pour reſiſter à ſes ennemis, puiſſant pour aſſeurer les anciens alliez de ſa Couronne. Il ſeroit florissant en paix, inuincible

en guerre, & son Royaume comblé de benedictions du ciel, & abondant en toutes sortes de felicitéz. Alors il pourroit accomplir son mariage sans rien craindre, au lieu qu'à present au bruit de son partement, toute la France est en larmes & en affliction, toute l'Europe en alarme, les voisins en défiance, tout le monde en estoonnement de la precipitation de ce mariage: alors ses subiets l'en suppleroient, ses alliez l'y conuiroient, tous les hommes ensemble y apporteroient leur consentement, & DIEU sa benediction.

Ceux de la religion pretendüe reformee, qui ne desirēt que le repos sous le benefice des Edicts, disent tout haut que l'ō aduance ce mariage, afin de les exterminer durant le bas aage du Roy, auparauant qu'il puisse cognoistre qu'ils sont mēbres vtils à son Estat, cependant que ceux qui desirent leur ruine disposent entierement de sa puissance & de son autorité: que del-ia on en chante les triumphes en Espagne, qu'un Iesuite l'a presché depuis peu de iours dās Paris, où l'on voit mesmes des liures faits en Espagne & en langage Espagnol, qui le promettent ainsi, & attribuent tous les malheurs que la France a receus depuis cinquante ans, mesmes les detestables parricides de nos Rois à la liberté de conscience qu'ils ont donnée à leurs subiects, & de ce qu'ils ont pris Geneue & Sedan en leur protection. A cela ils adioustent le refus que la Noblesse a fait aux Estats de demāder la manutentiō des Edicts de pacification, quoy qu'ils doiuent estre tenus & obserués comme loy fondamentale de l'Estat, & la reception & obseruation du Concile de Trente, iuree, si solennellement depuis peu de iours, par le Clergé assemblé à Paris, à la face du Roy & de son Conseil, au grand mespris de son autorité & de l'honneur de sa Couronne, chose inouye auparauant, & qui n'a iamais esté pratquee en France ny ailleurs. Ils scauent le soing, qu'on rend plus que iamais de ietter & entretenir la diuision parmy eux, & que pour les affoiblir, on tasche de corrompre quelques particuliers d'entre eux par offres de charges, de dons & de pensions. Ils voyent qu'en diuers endroits du Royaume on enfreint les Edicts sans qu'ils en puissent auoir de iustice, & qu'en mesme temps, sans necessité, il se fait de grands preparatifs & leuees de gens de guerre. Cela leur donne de iustes craintes & deffiances, que sous ombre des mariages d'Espagne, on ne vueille rompre les Edicts, & les reietter aux malheurs dont par le passé on a fait de trop miserables espreuues.

Toutes ces choses ont obligé Monseigneur le Prince de

supplier très humblement le Roy de pouruoir auant son par-
 rement à la reformation de ses Conseils, & aux abus & de-
 sordre de son Estat, dont il a nommé les principaux auteurs
 à sa Maiesté, qui sont le Marechal d'Ancre, le Chancelier, le
 Commandeur de Sillery, Bullion & Dolé, lesquels par leurs
 violens conseils, & par leurs intelligences secrettes dedans &
 dehors le Royaume, remplissent tout le monde, les voisins &
 les domestiques, de soupçons & de mesfiances.

Il y a encor d'autres personnes suspectes à l'Estat, lesquelles
 ledit Seigneur Prince ne nomme point à present pour quel-
 ques raisons qu'il aime mieux taire que publier. Cependant
 pour preuenir la calomnie, & informer tout le monde de l'in-
 tegrété de ses intentions, il a estimé estre de son deuoir, d'en
 éclaircir tous Rois, Princes, Estats, & nations de la Chre-
 stienté, & des iustes & necessaires raisons qu'il a eues de se re-
 tirer de la Cour.

Dict doncq, Monseigneur le Prince, que depuis la majori-
 té du Roy & la cōuocation des Estats generaux, il a tousiours
 esté pres de sa Maiesté, pour luy tesmoigner par sa presence, &
 par ses actiōs la tres humble obeïssance qu'il luy doit, & peut
 dire qu'il y a esté receu avec toutes sortes de tesmoignages
 d'honneur & de bienueillance, quand il l'est teū des miseres &
 calamitez publiques, au contraite mal traicté toutes les fois
 qu'il est venu à toucher cēt vlcere, & que pour aucun interest
 particulier on ne luy a peu faire abandonner celuy du public,
 & du bien general del'Estat. Chacun sçait les mauuais trait-
 temens qu'on luy a faits, & que nonobstant ces mespris, bien
 sensibles à vn Prince de sa qualité & de son courage, il a de-
 meuré huiet mois à Paris sans bouger, quelque mecontente-
 ment qu'il ait peu auoir, & quoy que souvent il ait esté excité
 par son deuoir, appellé par la clameur d'publicque, & pressé par
 la violence du mal, neantmoins il a tousiours patienté, & ren-
 té toutes voyes, iusques à ce que tout le monde a veu sa pre-
 sence y estre plustost mesprisee qu'utile, que l'autorité Royale
 le estoit demeurée toute entiere entre les mains de ceux qui
 en abusent pour establir la leur, & que la trop longue pati-
 ence tournoit en ruine & dommage à ce Royaume, leur don-
 nant le loisir d'entreprendre toutes choses pour iniustes qu'el-
 les peussent estre, faisant de leur propre interest vne calamité
 commune, vne confusion publique. Sa douceur, sa modestie
 & son respect n'a seruy qu'à les aigrir, & les rendre plus auda-
 cieux, & sa longue & extrême patience à les prouoquer à en-
 treprendre sur sa personne & sur sa liberté, lors mesmes que té-

moignant l'entiere confiance qu'il prenoit de leurs Majestez, & que pour oster tous moyens à ceux qui ont tousiours pris plaisir de calomnier ses actions, il remit entre les mains du Roy, à la face des Estats, la ville & le Chasteau d'Amboise, qui luy auoit esté baillée par le traité de Sainte Manchoud, pour faire voir à toute la France, qu'il ne desiroit autres seuretez que celles qui dependent de son innocence, de la bonne grace de leurs Majestez, & de la bienueillâce des gés de bien, & n'y a artifices ny ruses qu'ils n'ayent employées pour l'esloigner de la presence du Roy & de ses bonnes graces, iusques à se seruir du nom de sa Majesté pour luy faire defendre par le sieur de Saint Geran d'aller au Parlement à diuerses occurrences qui se presentoient pour le bien de l'Estat, avec commandement de l'arrester s'il n'obeïssoit à ceste violence, procedant des mesmes cōseils, esquels plusieurs fois on auoit deliberé de le mettre à la Bastille, avec les autres Princes & Principaux Officiers de la Couronne qui se sont ioincts avec luy pour demander la necessaire reformation des desordres de l'Estat.

En fin ledit Seigneur Prince apres s'estre mis en tout deuoir, & attendu si long temps les remedes qu'on auoit fait esperer, voyant qu'on se resoluoit à faire le voyage de Guienne pour le mariage du Roy & de Madame, sans y pouuoir en forte quelcōque, & que tous les iours il estoit exposé à toutes sortes de dāgers, afin de ne defaillir en cest endroit au public, & pour posseder sa vie en toute seureté & liberté, se reloult de se retirer en ses maisons, où ayāt demeuré quelque tēps on luy fit ouuerture d'une conference à Creil, où Monsieur de Villeroy ayant esté enuoyé de la part du Roy avec charge seulement de le conuier de retourner à la Cour, ledit Seigneur Prince s'en excusa sur les iustes occasions qu'il en auoit, ne le pouuant faire avec la dignité & seureté qui appartient à vn Prince de la qualité & condition en laquelle Dieu l'a fait naistre, iusques à ce qu'il eust pleu à sa Majesté établir vn ordre en ses Conseils, & pouuoir aux desordres de son Royaume, qui luy auoient esté representez par les remonstrances de la Cour de Parlement. Surquoy ayant pleu à sa Majesté renvoyer vers luy ledit sieur de Villeroy à Clermōt, avec quelque pouuoir plus ample, ils cōmencerent la cōference par la reformation desdits Cōseils, & l'ordre que sa Majesté y vouloit tenir, dōt ledit sieur de Villeroy auoit charge de luy faire voir quelques reglemens, qui auoient esté dressez pour cet effet, lesquels en la plus part ledit Seigneur Prince trouua fort raisonnables:

& pour le regard des plaintes publiques contenues és remonstrances du Parlement, il reserua à dire son intention, apres en auoir conferé & pris l'aduis des autres Princes, Officiers de la Couronne & Seigneurs ioincts avec luy, lesquels pour cet effet il pria de se trouuer à Coucy le 27. de Iuillet, où sa Maiesté ayant aussi trouué bon de faire trouuer ledit sieur de Villeroy, ils confererēt bien auāt sur le suiet desdites remonstrances, en sorte qu'on esperoit qu'il se tireroit du fruit de ceste conference, au contentemēt du Roy & du public, si elle n'eust esté rompuē par le sieur de Pontchartrain Secretaire d'Estat, lequel fut enuoyé expres de la part du Roy, pour faire entendre audit Seigneur Prince la resolution que sa Maiesté auoit prise de partir le 1. iour d'Aoust, & faire son voyage de Guyēne pour l'accomplissement de son mariage, & qu'elle le conuioit de l'y accompagner, ou bien dire en presence dudit sieur de Pontchartrain si son intention estoit d'y apporter refus ou difficulté, ce que ledit Seigneur Prince ayant pris pour rupture manifeste de la conference, il supplia tres-humblement sa Maiesté par la responce qu'il donna audit sieur de Pontchartrain, de l'excuser s'il ne la pouuoit accōpagner en son voyage si subit & si precipité, iusques à ce qu'il luy eust pleu dōner ordre & pouruoir à la reformation de ses Conseils, & aux desordres de son Estat, & fait rēdre la iustice de ceux qui en sont les auteurs, cōme aussi du soldat Italien de la Citadelle d'Amiens pour l'assassinat commis en la personne du sieur de Prouille.

Or ne sçauoit pas lors ledit Seigneur Prince, que sous ombre de ceste conference on auoit dessein de l'ineuestir & surprendre dans Clermont, ainsi qu'il eust esté infailiblement s'il y eust seiourné plus long tēps, car pour executer ceste trahison, proiettee par le Marechal d'Ancre & les suppoits, on auoit fait aduancer quelques compagnies d'hommes d'armes & de cheuaux legers és enuiron de Clermont, & rien ne leur a manqué que l'occasion: Mais maintenant il ne faut pas s'estonner si on a rompu ladiēte conference, & la negotiation encommencēe par Monsieur de Villeroy, puis qu'elle ne seruoit que de couverture à vn fr meschant & peride dessein, quoy que depuis on l'aye voulu desguiser.

Puis donc que le malheur de la France est tel, qu'on reiette tous moyens propres & conuenables pour y reſtablir l'ordre necessaire, & euitter le peril qui menace tout le Royaume d'vne entiere dissipation, que des moyens legitimes on est reduit aux extrēitez, par l'extreme violence & conpiration

de si desloyaux Conseillers. Bref, les choses estans montées au supreme degré de desordre & de confusion, le mal croissant de plus en plus, & s'irritant par la douleur des remedes, la prudence humaine reduitte a vne necessaire option de maux n'est plus empeschée qu'à suivre les moindres, pour destourner les plus grands.

Pour ces causes, Nous HENRY DE BOURBON, premier Prince du Sang, & premier Pair de France, assisté de plusieurs autres Princes, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, Gouverneurs de Prouinces, Seigneurs, Cheualiers, Gentilhommes, Prouinces, villes & communautéz tant d'une que d'autre religion, faisans la meilleure & la plus saine partie de ce Royaume, associez ensemble pour la conseruation. Decla-
rons & pōtestons deuant DIEU & les hommes, Que nous ne consentons & ne participons aucunement aux pernicieux conseils dont on vse au gouuernement & administration de cest Estat: que nous detestons toutes factions, entreprises & intelligences contre l'autorité du Roy: que nostre but est, & n'a oncques esté que de rendre à sa Majesté la tres-humble obeïssance que nous luy deuons, & à la Roïne sa mere. Mais voyant que l'on preuient l'esprit de leurs Majestez de mauuaises & fausses persuasions, qu'on abuse du nom & de la ieu-
nesse du Roy, & de la bonté & trop grande facilité de la Roïne, dont les volontez ne sont pas libres, & que leurs Majestez par la iuste crainte des forces de ceux qui les environnent & tiennent continuellement assiegez, sans permettre aucun ac-
cez, sinon à ceux de leur faction, sont contrains d'autoriser leurs passions: que l'on machine la ruine des bons François, qui souspirent comme nous apres la reformation de l'E-
stat Nous nous sentons obligez de nous opposer à ces violences, & d'exposer tout ce que DIEU nous a donné au monde, nos vies mesmes, pour faire recognoître le Roy tel qu'il est, le tirer de l'oppression & des perils qui le menacent, faire entretenir les Edicts de Pacification, procurer le soulagement du peuple, faire regner la iustice, defendre les bons, & les garantir contre toute violence, faire punir les meschans, & re-
tablir toutes choses en leur ancienne splendeur & dignité, par vne generale & vtile reformation de tant de desordres, & par la iuste punition de ceux qui en sont les auteurs, auxquels nous imputerons tous les inconueniens qui peuvent arriuer de la iuste discipline, à laquelle ils nous ont reduits, dont ils seront seuls coupables, puis qu'au lieu d'arrester le mal, qui me-
nace l'Estat, ils le hastent & precipitent, ayans donné les con-

seils de rompre la Conference, & refusé tous moyens & conditions iustes & raisonnables, afin de porter le Roy à vne guerre non necessaire, & partant iniuste, pour aux despens de sa Majesté se venger de leurs passions, par l'effusion du sang de ses bõs & fideles subjects. Declaronz que les armes que nous serons contraincts de prendre pour cest effect, n'estans que pour le Roy & pour sa liberté, pour la conseruation de sa personne, de sa Couronne, & des loix fondamérales du Royaume, nous serõs aussi tousiours prests de les poser, quand sa Majesté plus libre & mieux conseillée, aura pourueu aux choses cy dessus representées, & autres plus particulièrement deduites par les remonstrances de la Cour de Parlement, & par les cahiers des Estats: Et iusques à ce qu'elle y ait apporté par sa prudence, des remedes certains & conuenables, nous la supplions encore tres humblement, de donner ce contentement à ses subiects de differer son partement, attendu le notable preiudice que sa Maiesté pourroit autrement recevoir par l'alteration des cœurs & affections de ses peuples, dont les miseres & calamitez, qui sont extremes & lamentables, leur feroient porter impatiemment de ne recueillir de l'assemblée des Estats le fruit & le soulagement qui leur a esté tant de fois promis. Et d'autant que les mariages des Rois ne sont point affaires particulieres & domestiques, mais leurs Royaumes & Estats y ont tres-grand interest, comme choses qui peuuent entretenir ou rompre la trāquillité publique. Nous supplions tres humblement la Majesté d'y vouloir faire garder l'ordre & chercher les seuretez necessaires en affaires de telle consequence, pour garentir son Estat à l'aduenir contre les entreprises qui s'y pourroient faire à la faueur de son mariage. Et pour cest effect, auant toutes choses, en faire verifier & enregistrer le contract au Parlement, ainsi que par les termes d'iceluy elle y est expressement obligee, & qu'il a esté pratiqué de tout temps: ensemble vne declaration, par laquelle sera ordonné en consequence & execution des anciennes ordonnances, & loix du Royaume: Que nuls Espagnols, ou autres estrangers ne seront admis en aucunes charges, gouuernemens, offices, benefices, cappitaineries, ny autres fonctions publiques dedans le Royaume, ny offices domestiques en la maison de la Roynie future, ainsi qu'il se trouue auoir tousiours esté pratiqué en tous Estats, notamment en Angleterre, lors du mariage de la Roynie Marie avec Philippes Prince d'Espagne, où pareille declaration, pour pareille cause, & pour euitter pareils inconueniens, fut verifiée au Parlemēt du païs-

Et pour leuer les soupçons & iustes deffiances que les alliances d'Espagne, à cause de la precipitation dont on vſe pour les accomplir, ont donné à tous les alliez de la France : Nous suppliōs auſſi ſa Majeſté d'entretenir & cōfirmer de nouveau les anciennes alliances & cōfederations que le feu Roy d'heureuſe memoire a renouueſſees avec raiſon de ſoing & de prudence, avec les Princes, Potentats & Republiques eſtrangeres, cōme l'un des plus certains moyēs de la ſeureté de ſon Eſtat, & du repos de la Chreſtienté. Que ſi nonobſtant ces conditions ſi raiſonnables, ſi neceſſaires & ſi legitimes, on fait aduancer les forces du Roy contre nous, ou aucuns de ceux qui ſont aſſociez avec nous (ce que nous attendrōs auant que de nous reſoudre à nous defendre) on ne doit trouuer mauuais ſi nous oppoſons à ceſte violēce vne iuſte & legitime defence, la nature & la neceſſité permettrāt à tous hōmes de deſēdre leurs vies, & de repouſſer par tous moyens la force par la force, ne nous reſtant plus pour nous garantir du mal, ſinon de recourir aux remedes extremes, qui neantmoins doiuent eſtre trouuez iuſtes, puis qu'ils ſont neceſſaires, leſquels ayans euité tant que nous auons peu, nous voudrōs bien encor à preſent ne nous en aider, ſinon que nous ſommes reduits à cete extrémité, ou de voir l'extermination de la maiſon de France, & en icelle la ruine de l'Eſtat, ou vne defence legitime & neceſſaire pour la conſeruation de l'un & de l'autre.

Prions *Et* exhortons tous les Princes, Pairs de France, Officiers de la Couronne, Seigneurs, Cheualiers, Gouverneurs, Gentilhommes, & autres, de quelque qualité *Et* condition qu'ils ſoient, tous les Parlemens, tous les Ordres *Et* Eſtats de ce Royaume, toutes les villes & communautex, *Et* generalement tous ceux qui ſe diſent encore Francois, *Et* qui ne ſe ſont encore ioincts à nous, de nous ſecourir *Et* aſſiſter en vne cauſe ſi iuſte. Requerons *Et* adiurons tous les Princes *Et* Eſtats eſtrangers, tous les anciens alliez *Et* confederex de ceſt Eſtat, de nous y preſter aide, faueur, *Et* aſſiſtance, & ne permettre que de ſi bons *Et* loyaux ſubiets, les Princes du ſang *Et* autres Princes, *Et* principaux Officiers de la Couronne, ſoient opprimez par vne telle conſuration, pour la conſequence qu'elle apporteroit à tous les Eſtats de la Chreſtienté. Fait à Coucy le 9. iour d'Aouſt 1615. Signé. HENRY DE BOVRBON.

